



## Programme de microfinancements du FEM

## Plus de 146 millions FCFA pour 9 organisations de la société civile

La signature de conventions de financement de projets entre le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et les 9 organisations de la société civile s'est tenue mardi 22 février dans la salle de conférence du ministère de l'Environnement ...



PAGE 5

## INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits FNFI

## L'autonomisation financière des femmes du canton de Tibou, un plus pour tout le monde

PAGE 2

## POLITIQUE



Certificat de nationalité togolaise

## Pius Agbétomey : « Avec le nouveau format, on ne peut obtenir que des duplicata »

Récemment, le ministère de la Justice a entamé l'installation de machines visant à délivrer le certificat de nationalité dans certaines préfectures de notre pays. Mais, contrairement ...

PAGE 3



## Cybersécurité

## Le Togo organise un sommet les 23 au 24 mars prochains

Le Togo avait prévu d'organiser un sommet sur la cybersécurité vers la fin de l'année 2021. Mais, il avait été reporté à la dernière minute. On apprend auprès des services de communication du gouvernement togolais, que cette rencontre internationale aura finalement lieu du 23 au 24 mars 2022, soit dans exactement un mois.

PAGE 3

## URGENT / DERNIERES MINUTES

### Covid-19 / Allègement: le gouvernement togolais désamorce bien de mesures de riposte

Suite à la baisse significative du taux de contamination au Coronavirus au Togo, le gouvernement vient d'alléger plusieurs mesures prises dans le cadre de la riposte contre la pandémie dans notre pays. Il s'agit entre autres : « De la réduction de la durée de l'isolement pour les sujets déclaré positifs à 7 jours pour les personnes vaccinées et à 10 jours pour les personnes non-vaccinées ; La réouverture de tous les lieux de cultes officiellement reconnus dans le strict respect des mesures sanitaires actuellement en vigueur ; La reprise de toutes les activités sportives avec la participation du public sur présentation d'une preuve de vaccination, avec l'installation d'un dispositif de vaccination à proximité des lieux qui accueillent ces activités ; La reprise des activités culturelles et sociales avec accès à la plage sur présentation d'une preuve de vaccination, avec installation des dispositifs de vaccination à proximité des lieux qui...

PAGE 3

## ACTUALITE

Campagne de sensibilisation

## Des étudiants patriotes pour la paix Togo

Après l'étape de l'Université de Kara du 13 au 16 février 2022, le ministère des Droits de l'homme, en collaboration avec la Direction de la Formation civique ...

PAGE 11

## Miato

## La 2ème édition se tient le mois prochain

La date de la 2ème édition du Marché international de l'artisanat du Togo (Miato) est enfin dévoilée. Initialement prévu pour l'année dernière, le Miato se tiendra finalement du 23 mars au 3 avril sur l'esplanade du Palais des congrès de Lomé. La 2ème édition du Marché international de l'artisanat du Togo a pour thème : « entreprises artisanales et compétitivité » ...



PAGE 5

	<p><b>SOMMAIRE</b></p> <p>Centrafrique Des casques bleus français arrêtés pour tentative d'assassinat du président Touadera</p>  <p>P 4</p>	<p>Assemblée des Nations unies pour l'environnement Plastiques, récupération verte et produits chimiques seront au menu</p>  <p>P 10</p>	<p>Réduction du plastique « Une des mesures environnementales les plus faciles à prendre », selon Inger Andersen</p>  <p>P 10</p>
---	--	--	--

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

### L'autonomisation financière des femmes du canton de Tibou, un plus pour tout le monde

**Les femmes rurales ont plus difficilement accès aux services financiers. Car, elles possèdent rarement les biens exigés par les institutions financières en garantie d'un prêt, et en raison de leurs tâches domestiques et familiales, les femmes des régions rurales ont rarement la possibilité de se rendre dans la ville la plus proche. Elles ont donc moins de chance de démarrer une Activité Génératrice de Revenus et devenir autonome. Mais, depuis le lancement officiel des activités du Fonds National de la Finance Inclusive en 2014, la donne est en train de changer. Des milliers de femmes rurales entreprennent grâce aux produits FNFI et réussissent. C'est le cas de Yacoubou Cherifa, revendeuse de bijoux dans le canton de Rural de Tibou à Cinkassé. Retour sur son histoire.**



**Yacoubou Cherifa**

Dans nos zones rurales, la culture dominante veut que les hommes soient responsables des finances du ménage, ce qui renforce le manque d'autonomie financière des femmes dans le domaine des services financiers. Un facteur qui freine le

développement rural car, privées de financement, les femmes ne peuvent pas investir dans leurs activités de subsistance, ni améliorer leur productivité et leurs revenus. Cette inégalité fait obstacle au développement économique des ménages,

des communautés et des pays dans leur ensemble. Pour relever ce défi, le FNFI depuis son lancement étend ses activités dans les cantons les plus éloignés de nos préfectures. C'est ainsi qu'une amie du village parle des produits FNFI à dame Yacoubou

Cherifa. " Comme je souffrais beaucoup, une amie est venue me dire que je pouvais avoir un prêt avec le FNFI pour démarrer une activité. Au début, je n'y croyais pas. Mais, effectivement j'ai eu 30 000 FCFA. Avec ce montant, j'ai lancé mon business de vente de bijoux", raconte-t-elle.

L'un des indicateurs de l'autonomisation des femmes est leur capacité à accéder au financement et à gérer leur argent. Leur accès aux services financiers est synonyme d'avantages pour leur propre ménage, mais aussi pour la communauté dans son ensemble. L'autonomie financière d'un plus grand nombre de femmes peut en outre contribuer à briser la croyance selon laquelle seule la voix de l'homme compte dans le ménage. Une femme financièrement autonome aidera la communauté à comprendre qu'une femme a aussi un rôle à jouer dans le développement. Yacoubou Cherifa témoigne : " Avant, je ne pouvais pas parler dans le foyer. Je n'ai pas le droit de prendre des décisions. Mais aujourd'hui, j'ai mon mot à dire parce que je

sors chaque soir avec mon vélo et mes bijoux et je rentre avec un peu d'argent".

Le canton de Tibou est essentiellement agricole. Yacoubou Cherifa possède également des terres qu'elle n'arrivait pas à exploiter. Aujourd'hui, elle investit une partie des bénéfices générés par la vente de bijoux dans son champ, notamment la culture de maïs et du soja. Cette initiative montre que l'amélioration de l'accès des femmes rurales au financement favorise la création de petites exploitations agricoles dirigées par des femmes.

L'exemple de Yacoubou Cherifa prouve que les mécanismes de financement inclusifs axés sur le crédit, ont un impact positif sur le développement d'AGR dirigées par des femmes. Le FNFI s'engage à continuer à adapter ses produits pour lever tous les problèmes d'accès qui empêchent les femmes rurales d'avoir accès au financement. La banque digitale qui sera bientôt une réalité au Togo compte parmi les solutions.

**Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel**



**fnfi**  
Fonds National de  
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla

Service commercial:  
DIRECT AGENCY  
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## URGENT / DERNIERES MINUTES

...accueillent les activités ; Chaque responsable sectoriel est chargé de préciser à travers les protocoles sanitaires ajustés les conditions précises d'application des mesures ci-dessus... », ainsi décrète le gouvernement

tout en mettant un accent particulier sur « une intensification de la campagne de vaccination sur toute l'étendue du territoire afin de mettre notre pays à l'abri de futurs vagues... Seule cette accélération du rythme

de vaccination permettra de décider de nouveaux assouplissements », écrit le gouvernement dans un communiqué publié hier mardi 22 février 2022. Le gouvernement Dogbé ne passe pas sous silence « le respect strict des mesures

barrières notamment : le lavage régulier des mains à l'eau et au savon et/ou la désinfection des mains avec un gel ou une solution hydroalcoolique, le port systématique de masque, le respect de la distanciation physique d'au moins 1

mettre, éviter tout contact étroit avec des personnes présentant des signes suspects de grippe ou de difficultés respiratoires », ajoute le gouvernement.

La rédaction

## Cybersécurité

## Le Togo organise un sommet les 23 au 24 mars prochains

**Le Togo avait prévu d'organiser un sommet sur la cybersécurité vers la fin de l'année 2021. Mais, il avait été reporté à la dernière minute. On apprend auprès des services de communication du gouvernement togolais, que cette rencontre internationale aura finalement lieu du 23 au 24 mars 2022, soit dans exactement un mois.**

Les cybermenaces continuent d'évoluer rapidement dans le monde, le nombre de violations de données augmentant chaque année. Un rapport de Risk Based Security a révélé qu'un nombre impressionnant, soit 7,9 milliards, de données ont été exposées au cours des neuf premiers mois de 2019 seulement. Ces chiffres représentent plus du double (112 %) du nombre de données exposées lors de la même période en 2018. Les services médicaux, les revendeurs au détail et les entités publiques ont connu le plus grand nombre d'infractions, notamment à cause de cybercriminels. Certains de ces secteurs

attirent davantage les cybercriminels parce qu'ils collectent des données financières et médicales, mais toutes les entreprises qui utilisent les réseaux peuvent être ciblées pour les données de leurs clients, l'espionnage industriel ou des attaques de clients directement.

Devant l'ampleur croissante de la cybermenace, l'International Data Corporation prévoit que les dépenses mondiales consacrées aux solutions de cybersécurité atteindront la somme considérable de 133,7 milliards de dollars en 2022. Les gouvernements du monde entier ont réagi à la montée de la cybermenace en prodiguant des conseils



Cina Lawson, ministre en charge de l'Economie numérique

pour aider les entreprises à mettre en œuvre des pratiques efficaces en matière de cybersécurité. Le Togo qui souhaite digitaliser ses services publics et privés, et attirer davantage d'opérateurs économiques, ne peut pas faire économie dans la recherche de solutions contre la cybercriminalité. D'ailleurs, il n'y a pas longtemps, le pays s'est

doté d'un data center, afin de mieux protéger les données numériques des consommateurs installés sur son sol. Une loi sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel a été adoptée à l'Assemblée nationale, une agence a été créée, et un Centre national de réponse aux incidents de cybersécurité (CERT), a été mis sur pied.

Le sommet de Lomé sur la cybercriminalité est une première sur le continent africain. Il est initié par le gouvernement togolais et la Commission économique des Nations unies.

Son objectif est d'explorer et d'évaluer l'état de la cybersécurité sur le continent, et réfléchir sur des pistes de collaboration entre les Etats et acteurs privés, dans un contexte marqué par la multiplication des menaces cybercriminelles de tous genres. Pour rappel, la cybersécurité consiste à protéger les ordinateurs, les serveurs, les appareils mobiles, les systèmes électroniques, les réseaux et les données contre les attaques malveillantes. On l'appelle également sécurité informatique ou sécurité des systèmes d'information.

La rédaction

## Certificat de nationalité togolaise

## Pius Agbétomey : « Avec le nouveau format, on ne peut obtenir que des duplicata »

**Récemment, le ministère de la Justice a entamé l'installation de machines visant à délivrer le certificat de nationalité dans certaines préfectures de notre pays. Mais, contrairement à ce que beaucoup ont pensé, il s'agit de la délivrance du « duplicata de nationalité ». La délivrance du duplicata est devenue nécessaire, quand l'autorité a introduit un nouveau format du certificat de nationalité. Une personne qui n'a jamais obtenu son certificat de nationalité doit déposer directement son dossier à la direction du Sceau et de la Nationalité. Maintenant, que devient l'ancien format ?**

« Avant, avec l'ancien format, il y avait la possibilité de photocopier l'original de l'acte pour le faire légaliser dans les mairies, préfectures ou commissariats ; et le faire valoir dans les dossiers. Or, avec le nouveau format, on ne peut obtenir que des duplicata », explique le ministre de la Justice Pius Agbétomey. En d'autres termes, une personne qui possède le nouveau format du certificat de nationalité ne peut pas le photocopier, le légaliser et l'utiliser. Ce

format n'offre pas une telle possibilité.

La personne est obligée de retourner à la direction du Sceau et de la Nationalité pour soumettre une demande de délivrance d'un duplicata. Il s'agit d'une copie conforme à l'original. Et étant donné que la seule direction ne suffit plus pour servir les usagers dans les meilleurs délais, le ministère de la Justice a donc décidé de décentraliser la délivrance des duplicata au



Pius Agbétomey

niveau des préfectures de notre pays. Le système est en plein essai.

« Pour le moment, quand vous voulez introduire un dossier vierge de délivrance du certificat de nationalité, parce que vous n'avez jamais eu de nationalité togolaise, vous vous adressez à la direction. Vous n'irez pas vers les centres de duplication.

Là vous feriez fausse route. Nous ne sommes pas encore arrivés à cette étape-là. Quand on arrivera à l'étape de la décentralisation même du service, on sera parvenu à la phase finale de la performance de l'outil », clarifie Pius Agbétomey.

L'objectif du ministère de la Justice est de pouvoir

satisfaire l'utilisateur dans un délai de 24h. Que dire à présent de l'ancien format du certificat de nationalité togolaise ? « Pour les croyants vous savez qu'il y a eu un ancien testament et un nouveau testament. Sur le plan de la foi, on dit que l'ancien testament, c'est le pédagogue pour conduire à Christ. S'il y a un ancien et un nouveau, est-ce qu'il faut toujours s'accrocher à l'ancien... les cartes d'identité nationales, le passeport, le permis de conduire, ont tous changé de format et tout le monde a suivi. Mais, pourquoi les gens rechignent à changer le format du certificat de nationalité ? Pour le moment, nous n'avons pas décidé d'un délai, mais je pense que le plus tôt serait le mieux », a martelé le garde des Sceaux.

Edem Dadzie

## Mali

## Après le départ de la force Barkhane, les groupes armés signataires et le Tchad proposent leur renfort

**Ce sont les groupes armés signataires de l'accord de paix de 2015 qui ont donné le ton d'un soutien au Mali suite à la décision de retrait de la France et de ses partenaires du pays. Tout comme le Tchad, aussi menacé par le terrorisme, ces groupes armés ne veulent pas laisser ce vide qui sera créé par le retrait de la force Barkhane et de ses partenaires du Mali, lieu éminemment stratégique pour la lutte contre le djihadisme dans le Sahel.**

Selon le porte-parole du Cadre stratégique qui rassemble les groupes armés du Nord, signataires de l'accord de paix de 2015, aussi bien les ex-rebelles indépendantistes de la CMA que les groupes de la Plateforme, qui ont toujours défendu l'unité du Mali, il leur revient, maintenant que les forces internationales qui n'ont pas vocation à rester

éternellement au Mali, de prouver aux maliens et à la communauté internationale qu'il est en mesure « d'assurer la sécurité du pays et des populations ». Mais à la question de savoir s'ils vont combattre aux côtés de Wagner, les mercenaires russes supposés présents sur le territoire malien, Moussa



Ag Acharatoumane est resté évasif, insistant sur « cet accord de paix » qui les lie au gouvernement de transition.

Bien avant eux, le Tchad avait déjà émis l'idée de renforcer ses effectifs au sein de la force de l'ONU

quelques jours seulement après l'annonce du retrait de la France du Mali. En effet, pour le général Mahamat Idriss Deby, le président de la transition tchadienne, « le Mali est l'épicentre du terrorisme au Sahel. Avec l'accord des

autorités maliennes et de la Minusma (la force de l'ONU), nous allons renforcer nos effectifs qui sont sous l'autorité de la Minusma ». Sauf qu'aucune précision du nombre de militaires à envoyer en renfort n'a été donnée.

Il faut noter que l'armée tchadienne est, à ce jour, l'un des principaux piliers de la lutte anti djihadiste dans la bande sahéenne aux côtés des militaires français et l'un des tout premiers contingents de la Minusma qui compte environ 15 000 casques bleus.

T.M.

## Centrafrique

## Des casques bleus français arrêtés pour tentative d'assassinat du président Touadera

**Ils escortaient ce lundi 21 février 2022, le général Marchenoir, chef d'état-major de la Force de la Minusca qui devait s'envoler pour Paris. Le hasard a voulu qu'ils se retrouvent au même moment à cet aéroport où devrait atterrir l'avion transportant le président Archange Touadera de retour d'un sommet. Arrêtés, ces 4 casques bleus sont accusés de tentatives d'assassinat du président de la République, créant un sérieux incident diplomatique.**



« Ils étaient à l'aéroport pour escorter le général, c'est un concours de circonstances qui a fait qu'au même moment, l'avion du président Touadera atterrissait », a expliqué l'état-major parisien des armées à l'AFP.

« Sans raisons particulières, ils ont été arrêtés par la gendarmerie centrafricaine alors qu'ils se trouvaient près de l'aéroport et des accusations relatives à une tentative d'attentat ont été portées via les réseaux sociaux », a poursuivi cette source.

Accusés de vouloir attenter à la vie du président de la République centrafricaine Archange Faustin Touadera, ces militaires casques bleus, sont tous des Français ; et quand on sait les relations très tendues entre la France et les autorités centrafricaines ces dernières années, exacerbées par une féroce guerre d'influence entre Paris et Moscou, dans ce pays en guerre civile depuis 2013, le lien est vite fait pour accuser la France de manœuvres de déstabilisation d'un Etat.

Dans un communiqué, la Minusca a « regretté cet incident et condamne vivement son instrumentalisation sur les réseaux sociaux, dans une tentative de manipulation de l'opinion publique ». « Elle rejette catégoriquement les accusations d'atteinte à la sûreté de l'État », conclut la force de maintien de la paix. La France, de son côté, reproche à la Centrafrique d'être « complice » d'une campagne antifrançaise orchestrée par Moscou notamment par d'innombrables trolls sur les réseaux sociaux et dans certains médias. Et Moscou reproche à Paris d'accuser la compagnie de sécurité privée russe Wagner d'avoir fait main-basse sur le pouvoir et les ressources du pays. « L'ambassade regrette vivement cet incident. Elle condamne son instrumentalisation immédiate sur certains réseaux malveillants et la désinformation grossière à laquelle elle donne lieu », écrivait la représentation diplomatique française lundi soir.

T.M.

## Côte d'Ivoire

## Le PPA-CI de Gbagbo et le PDCI de Bédié décident de se mettre ensemble pour les locales prochaines

**Il s'agit d'une alliance de fait. En visite à Bangolo, dans le village de Grand Pin pour rendre un hommage au Coordonnateur régional du Parti des Peuples africains, section Côte d'Ivoire (PPA-CI) lundi 21 février 2022, les militants des deux partis ont décidé de se mettre ensemble pour les prochaines locales prévues en 2023.**



Bédié et Gbagbo au milieu

Hubert Oulaye et Simon Doho, respectivement président exécutif du PPA-CI et président du groupe parlementaire du PDCI-RDA ont insisté sur la nécessité de faire front commun aux prochaines échéances électorales pour le bien-être des populations de la localité.

Rappelant la place centrale que tient la réconciliation et la cohésion sociale dans les objectifs du PDCI-RDA, le député Simon Doho s'est appesanti sur les déclarations des deux anciens présidents du pays (Bédié et Gbagbo) lors de leur dernière rencontre à Daoukro, rencontre qui a marqué un tournant décisif pour l'avenir de la Nation ivoirienne.

« Il s'agit pour nous de travailler ensemble pour consolider les positions de nos grands partis au niveau national. La douleur nous a brisés, mais l'union dans la fraternité et la solidarité, avec tous les frères et sœurs qui vivent avec nous dans le pays Wê et en Côte d'Ivoire, nous aidera à nous relever », a précisé l'honorable Simon Doho.

Le ministre Hubert Oulaye a été assez succinct dans ses déclarations. Pour lui, les présidents Bédié et Gbagbo attendent qu'en 2023, le Conseil régional leur revienne, au vu de leur représentativité respective.

T.M.

## Programme de microfinancements du FEM

# Plus de 146 millions FCFA pour 9 organisations de la société civile

**La signature de conventions de financement de projets entre le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et les 9 organisations de la société civile s'est tenue mardi 22 février dans la salle de conférence du ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, à Lomé. La cérémonie s'est tenue en présence du ministre chargé de l'environnement, Katari Foli-Bazi et du représentant résident du Pnud, Aliou Mamadou Dia.**



Photo de famille des bénéficiaires et des officiels

Le financement porte sur un montant total de 146 millions de FCFA. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial (PMF/FEM). Cette subvention accordée par le Programme des

Nations unies pour le développement (Pnud) permet d'appuyer les organisations de la société civile dans la mise en œuvre de leurs projets pour le bien des communautés.

« Ce que ces ONG vont faire rentre dans le cadre de la feuille de

route gouvernementale, particulièrement les opérations de reboisement et surtout la conservation des forêts communautaires et des aires protégées », a déclaré le ministre de l'Environnement et des Ressources forestières, Katari Foli-Bazi. Il a

par ailleurs invité les bénéficiaires à agir en toute responsabilité pour l'atteinte des objectifs qui leur sont assignés.

Les 9 organisations de la société civile appuyées par le Programme des Nations unies pour le développement ont été retenues à la suite d'un processus sélectif rigoureux. Il s'agit pour elles de soutenir les initiatives communautaires de reboisement, de conservation, de restauration et d'utilisation durable des ressources naturelles. Leurs projets seront mis en œuvre dans les 2 prochaines années.

« Les principaux objectifs du programme c'est d'intervenir dans les communautés, surtout les plus pauvres et vulnérables pour montrer aux gens comment protéger les ressources naturelles, l'environnement, continuer à produire en réduisant la pression sur les ressources naturelles », a expliqué le coordonnateur national du Programme

de microfinancements du FEM, Koffi Atri.

Les organisations de la société civile retenues dans le cadre de cette 12ème vague du programme de financement bénéficient des financements compris entre 10 et 24 millions FCFA par projet.

Le PMF/FEM appuie et accompagne des initiatives communautaires qui contribuent à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement et au renforcement de la résilience des populations vulnérables. Depuis 2009, le programme a permis de financer 122 projets au Togo pour un montant total de plus de 1 milliard 200 millions FCFA.

Opérationnel dans 125 pays à travers le monde dont le Togo, le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial est mis en œuvre par le Pnud et exécuté par le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

**Félix Tagba**

## Miato

# La 2ème édition se tient le mois prochain

**La date de la 2ème édition du Marché international de l'artisanat du Togo (Miato) est enfin dévoilée. Initialement prévu pour l'année dernière, le Miato se tiendra finalement du 23 mars au 3 avril sur l'esplanade du Palais des congrès de Lomé.**

La 2ème édition du Marché international de l'artisanat du Togo a pour thème : « entreprises artisanales et compétitivité ».

Différentes activités sont au programme de cette édition, dont des expositions et ventes de produits artisanaux, des panels, des ateliers de formation, des animations culturelles et surtout des rencontres B to B et B to C.

Sont attendus à cette manifestation les acteurs venus de divers horizons, avec comme pays invité d'honneur la République du Niger et pays invité spécial la République du Gabon.

Le Marché international de l'artisanat du Togo est une rencontre

d'échanges, d'exposition et de vente des produits artisanaux. Son objectif est de promouvoir le génie créateur des artisans togolais à travers l'exposition des produits, la présentation des services artisanaux et la création d'un cadre d'échanges de savoir-faire.

En 2019, 530 exposants composés d'artisans, de vendeurs, de représentants des organisations et structures œuvrant dans l'artisanat ont pris part à la première édition du Miato. 9 pays étrangers dont 5 Africains ont participé à cette première édition. Environ 100 000 personnes ont visité le site du Miato cette même année.



Exposants et visiteurs à la première édition

Au Togo, l'artisanat contribue à plus de 18% au Produit intérieur brut (PIB). Près d'un million de Togolais travaillent dans ce secteur. Plus de 10 milliards FCFA ont été

investis dans le secteur depuis 2011, avec près de 15 000 projets soutenus. Plus de 10 500 jeunes artisans ont été équipés en kits de travail. Le nombre total de projets

financés dans le secteur s'élève à 11 300. Le Togo ambitionne de créer 4 200 nouvelles entreprises artisanales au Togo à l'horizon 2022.

**Félix T.**

## Développement

## Coopération germano-togolaise, quel poids ?

**Le développement au Togo contribue à une amélioration progressive des conditions socioéconomiques et de gouvernance, en partie grâce à l'appui d'un partenaire technique et financier de taille : l'Allemagne. Le miroir de la coopération germano-togolaise reflète un certain nombre de réalisations au Togo de la Coopération allemande assurée par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et la Banque allemande de développement (KfW). Dans le rapport officiel de la coopération allemande, en date du 08 mars 2021, une cartographie des réalisations s'y trouve. A l'image des 17 Objectifs de développement durable (ODD), au total 17 projets-programmes sont en réalisation au Togo grâce à la coopération allemande. Quels sont essentiellement les fruits de ladite coopération ?**

## Développement économique et durable au Togo (ProDED)

Aligné sur le principe de « ne laisser personne pour compte », de l'agenda 2030, ce programme crée des perspectives professionnelles et d'emplois durables pour les jeunes.

Sous mandat du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ), la GIZ appuie le Togo dans la création de perspectives pour les jeunes. Un système de formation professionnelle dit dual-coopérative, spécialement adapté au Togo, a été développé et sera complété par une série de qualifications techniques de courte durée. Toutes les approches se basent sur les structures de pilotage locales et la vaste participation des structures étatiques (décentralisées), des chambres de métiers, des centres de formation, des apprentis et des parents. Le ministère responsable, celui de la Planification du Développement et de la Coopération, est appuyé, entre autres, dans l'élaboration des curricula et dans le contrôle de qualité. Quatre zones de développement économique sont ciblées par le triennal ProDED notamment Tone, Kozah-Tchaoudjo, Ogou-Kloto et Zio-Lomé pour un montant de 9,15 millions d'euros sur la période 2021-2023.

Une intention particulière est accordée à l'inclusion des personnes en situation de handicap et aux perspectives d'emplois durables. Le ProDED entend se concentrer sur un appui plus poussé au développement de l'entrepreneuriat à travers l'outil Formation en développement de plan d'affaires (FoDA), notamment celui des personnes vulnérables. Pour ce faire, une analyse poussée de l'écosystème entrepreneurial togolais est mise en place. Le ProDED a également dans sa ligne de mire, le développement des petites et moyennes entreprises. Des curricula modernes ont été élaborés pour cinq métiers (mécanique deux-roues, mécanique

automobile, couture, électricité du bâtiment et menuiserie) et appliqués dans six villes. Plus de 1000 jeunes femmes et hommes ont été formés, ainsi que des personnes en situation de handicap. Ils ont également reçu l'appui à la création de business plan et peuvent bénéficier d'un programme d'insertion professionnelle à travers un partenariat entre l'Union des chambres régionales de métiers (UCRM) et l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

## Augmentation de l'accès et amélioration de la qualité de formation technique et professionnelle

Les défis sont : insuffisance de la diversification et de la qualité de l'offre de formation et équipement obsolète dans les écoles professionnelles; absence d'alignement de l'offre de formation sur les besoins du marché du travail; une grande partie de la population travaille dans le secteur informel, environ deux tiers de la population togolaise travaille dans l'agriculture; taux de chômage et de sous-emploi élevés, en particulier chez les jeunes. L'approche du programme est claire : le projet finance les composantes suivantes: Réhabilitation, élargissement et équipement d'institutions de formation publiques et privées (composantes infrastructurelle et principale); mesures d'accompagnement des investissements comme la formation et le perfectionnement en maniement des machines acquises, le renforcement des capacités de gestion, le développement continu de programmes de formation etc. ; le projet met l'accent sur des domaines de formation liés au secteur agricole ainsi que sur les professions liées à l'agriculture au sens large.

## Pistes rurales : environ 603 km en appui

L'économie togolaise est fortement dépendante du secteur agricole.



Dr Gerd Müller

Celui-ci est également un élément central de la stratégie de l'État pour le développement économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Toutefois, en raison du mauvais état des infrastructures rurales et du réseau routier en particulier, les producteurs et les commerçants sont confrontés à des délais et des coûts de transport croissants. Cela s'applique tant au transport des marchandises qu'aux intrants nécessaires tels que la semence et l'engrais. Les principales régions de culture montagneuses sont particulièrement touchées. La réhabilitation et l'extension du réseau routier existant n'a pas lieu dans une mesure suffisante.

Les mesures d'entretien sont également mal effectuées et le réseau de pistes rural se dégrade de plus en plus. Le gouvernement a mis en place le fonds d'entretien routier SAFER pour l'ensemble des routes et des pistes, mais ses ressources sont encore insuffisantes. Pour ce faire, le Programme d'appui aux pistes rurales (PAPR) finance la réhabilitation des routes rurales, des pistes et des structures associées (par exemple des passages, des ponts). L'accent est mis sur les régions productrices de coton, de café et de cacao dans le pays entier et leur liaison avec les marchés d'intrants et de vente.

La réhabilitation des pistes prévue jusqu'à présent comprend environ 540 km dans les régions cotonnières et 63,5 km dans les zones de culture du café et du cacao. Cette longueur de 603 km est financée conjointement par l'AFD et la KfW. Le projet est mis en œuvre en six lots, chacun comportant des sous-lots, afin de permettre aux petites entreprises de construction routière d'y participer. Les deux premiers lots sont en cours d'exécution, les contrats pour les autres pistes ont été signés. En raison des restrictions liées au Covid-19, les activités du projet ont été retardées. Lors de la mise en œuvre, les aspects écologiques et sociaux sont explicitement adressés. Cela concerne, par exemple, les pistes qui traversent les champs des agriculteurs ou les pistes élargies qui traversent les villages. Dans tous les cas, un accord est conclu avec les propriétaires privés, si nécessaire sur la base de paiements compensatoires. Un aspect clé de la réduction du risque pour la durabilité des pistes rurales est le mode de fonctionnement de la SAFER. Bien que des fonds soient budgétisés pour les pistes de terre, la priorité est souvent donnée aux pistes nationales et urbaines. Seule une petite partie est utilisée pour l'établissement et l'entretien des pistes rurales.

## Agro-alimentaire au Togo : innovations vertes, les chiffres parlent

Près de 1.500 conseillers et formateurs de différentes institutions partenaires (14% femmes, 48% jeunes) et 472 multiplicateurs endogènes identifiés, ont été mis (es) en capacité (technique et andragogie) et doté(s) de matériels didactiques améliorés développés de façon participative. Environ 150 ont

été dotés de smartphones pour la connexion de leurs pairs aux marchés et l'accès aux informations à distance. En partenariat avec plus de 50 structures, 71.089 producteurs agricoles ont été formés sur les innovations (25% femmes, 27% jeunes). Il est prévu d'en former 80.000 d'ici mars 2023. Deux établissements de formation

agricole, l'Infa et le CJOAP, ont été sélectionnés comme centre physique d'innovations et reçoivent un appui visant à diversifier leurs offres de formation proposées et ainsi à couvrir également la transformation. Ils ont ainsi bénéficié d'équipements de transformation leur permettant d'orienter leur curricula sur la production d'huile et de provende. Environ 1.300 « Champs tests d'innovation » (CTI) ont été mis en place dans les CVA soja et arachide selon une approche où les producteurs sélectionnent, testent eux-mêmes des innovations et tirent les conclusions. + 100 parcelles de démonstration (PD) ont été mises en place au niveau de l'anacarde. Les producteurs ayant adopté les innovations ont amélioré leur rendement et leur revenu d'au moins 25% principalement sur les

CVA soja et ana carde. Presque 2.537 chef(e)s d'entreprises et salarié(e)s de micro, petites et moyennes entreprises (52% femmes, 36% jeunes) ont été formés en entrepreneuriat et en technologies améliorées. Plus de 1.372 nouveaux emplois ont été créés dans des entreprises amont et aval principalement chez les pépiniéristes (anacarde), chez les semencier(e)s (soja et arachide) et auprès des transformateurs de soja. Plus de 45.000 personnes ont été informées par SMS, mass média sur des prix, bonnes pratiques ou modes d'accès aux intrants. L'accès aux semences a été facilité sur les trois CVA (mise en relation producteurs et réseau des semenciers, installation de parcs à bois). Les semences sont disponibles à proximité des producteurs à un prix préférentiel.

communes de planifier les mesures à prendre pour améliorer les conditions de vie des habitants, mais aussi de suivre et d'évaluer le prestations. 100% des reversements des recettes propres au municipalités en 2017 et

début 2018 ont assuré leur autonomie financière et permis une meilleure couverture des besoins financiers de la municipalité pour répondre aux besoins des habitants.

## Sécurité sectorielle alimentaire au Togo



Faure Gnassingbé

Les actions du programme ont eu des effets positifs sur la disponibilité alimentaire par une réduction de la prévalence de l'insécurité alimentaire de 25% au sein du groupe des bénéficiaires. Au sein du groupe cible, le nombre d'enfants qui reçoivent chaque jour une alimentation adéquate a augmenté de 35% à 49%. Plus de 27.000 femmes et hommes ont été sensibilisés par des démonstrations culinaires sur la combinaison des aliments, l'hygiène des aliments et la préparation de repas de meilleure qualité nutritionnelle. 80% d'entre eux ont confirmé avoir acquis de nouvelles connaissances.

Dans les zones de la région Maritime où le projet intervient, la part des ménages qui cultivent le soja, un aliment riche en nutriments, est passée de moins de 10% à presque 70%. Dans la région de la Kara, le nombre de ménages qui cultivent le moringa a augmenté de près de 80%. Dans les villages bénéficiaires, depuis le début du programme, l'alimentation des femmes est déjà nettement plus variée. Plus de 8.000 bénéficiaires fabriquent du compost pour améliorer la fertilité du

sol, ce qui contribue directement à une augmentation de rendement des cultures produites et par conséquent à la sécurité alimentaire des ménages.

### ProDeGoL : usine de la décentralisation et de gouvernance au service du Togo

Le processus de décentralisation au Togo se trouve aujourd'hui dans une phase décisive de sa mise en œuvre. 70% des cadres du ministère de l'Administration territoriale et du ministère l'Economie et des Finances ont été formés à différentes thématiques des finances locales et de la fiscalité. Les prestations sont désormais plus performantes et permettent d'assurer une meilleure gestion de ressources financières et la reddition des comptes. L'amélioration du fonctionnement des services de gestion de l'état civil contribue au respect des droits de l'homme au Togo. Des bureaux d'état civil permettent aujourd'hui à 500.000 citoyens de jouir d'une existence légale. L'appui à l'adoption des Plans de développement communaux a permis aux six

## Renforcement du système sanitaire santé reproductive et droits sexuels

L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan stratégique d'amélioration de la qualité des services de santé ont amélioré l'accès aux services de qualité de 250 000 femmes en âge de procréer de la Kara; l'appui aux écoles nationales des sages-femmes de Kara et Lomé à travers un programme de stage pour les nouvelles diplômées, le développement des documents cadre de stage et une dotation de matériels pour équiper la salle de démonstration renforcent la formation initiale; la formation de 536 employé.es du ministère en gestion de la qualité, de 166 monitrices en andrologie et gestion de stage, de 1676 prestataires sur les thèmes techniques de SDRS et Covid-19 permet des offres de soins de qualité aux 957000 habitants de la Kara. Depuis 2018, le projet a contribué à une augmentation des accouchements assistés (de 62,4% à 64,8%), des quatre visites prénatales (de 30,2% à 40,3%) et de l'utilisation des méthodes contraceptives (augmentation moyenne de 15,9% par

an) dans la Kara. La formation d'environ 4 000 acteurs du changement a permis d'informer d'environ 90 000 personnes sur les thématiques de la SDRS.

### Renforcement du système sanitaire santé reproductive et droits sexuels

Cinq cents (500) systèmes solaires ont été installés pour des fins productives et sociales. Deux cents cinquante (250) appareils productifs sont branchés aux centrales villageoises adaptés au climat. Des entreprises augmentent leurs revenus au niveau local

grâce à l'utilisation des équipements énergétiques productifs, modernes et sobres en carbone. Le mécanisme RBF est consolidé et contribue au développement du marché des équipements solaires productifs au Togo. Trois (3) centres pilotes de différentes technologies solaires productives ont été mis en place en milieu rural.

## Coopération germano-togolaise : fruit de 17 programmes-projets



### Coopération germano-togolaise

Au total 17 projets au Togo sont sous la houlette de la coopération allemande : Développement économique durable au Togo (ProDED), Formation professionnelle et emploi des jeunes, Programmes d'appui aux pistes rurales, Centre d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire au Togo (Pro CIV), Sécurité alimentaire multisectorielle au Togo, Programme pour le développement rurale et l'agriculture (ProDRA), Projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité de la filière ananas au Togo (ProCAT), Promotion du financement agricole (ProFinA), Forests4Future Togo. Union africaine : développement des

compétences des femmes visant à transformer les rapports de genre dans le secteur agricole, Programme décentralisation et gouvernance locale (ProDeGoL), Programme d'appui à la décentralisation, Renforcement du système sanitaire santé reproductive et droits sexuels (SRDS), Renforcement du système sanitaire santé reproductive et droits sexuels (ProSanté), Electrification rurale au Togo, Réhabilitation et extension du réseau de distribution (PEREL), Réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Nangbéto.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

## Débat

Un ami après 7mois de fiançailles reconnu par l'église fini par apprendre et confirmé que sa fiancée a déjà été divergée par un ami d'une autre église voisine avant même le début de leur fiançailles et que ce dernier avait refusé de l'épouser aussi.

**Question:** Faut-il encore maintenir ces relations de fiançailles jusqu'à aller au mariage ou les rompre ?

## Photo du jour

"... prends Zémidza; arrivée je vais payer" a disparu de la maison depuis le matin. Arrivés et après plusieurs minutes sans réponse, le Zman a finalement sommeil.

Imaginez la suite de l'histoire.



## Lequel des 12 réservoirs va se remplir en premier?



## Pensée du jour

Ce n'est pas parce qu'ils sont à tes côtés qu'ils sont de ton côté. Ce n'est pas parce qu'ils passent la plus grande partie de leur journée avec toi qu'ils sont là pour toi. Ce n'est pas parce qu'ils te disent des choses qui te vont droit au cœur, qu'ils t'aiment. Sache que l'homme demeure l'homme et il est capable de tout faire pour gagner ta confiance.

«

La vie est une guerre, si tu arrives à réaliser de belles choses, ce n'est qu'une bataille gagnée. S'il t'arrive d'échouer dans une chose, ce n'est pas encore la fin. Concentre toi sur le reste des batailles à venir; tout peut basculer à tout moment. L'on peut perdre plusieurs batailles dans une guerre et gagner une seule pour être vainqueur. De même on peut gagner plusieurs et perdre une seule pour être perdant.

# Narutino de Dios

PHARMACIES DE GARDE ( LOME )  
du 21 au 28 /02/ 2022

BOULEVARD DOULASSAMÉ	90 89 28 49
BON PASTEUR FACE BROTHER HOME	91 43 44 84
PORT FACE HÔTEL SAKAWA	70 41 54 53
OCAM RUE DE "ENTENTE	92 85 99 55
ESPERANCE NYÉKONAKPOË	22 21 01 28
HOPITAL FACEL CHU-TOKOIN	22 20 08 08
CAMPUS ADÉWI	93 38 08 84
ISIS NUKAFU GAKPOTO	70 44 83 87
YEM-BLA 258, AV. AKÉÏ	90 88 98 72
CITRUS ATTIÉGOU	96 80 09 03
FRATERNITE HÉDZANAWÉ	96 80 09 19
NOTRE DAME TOGO 2000	96 80 10 12
APOTHEKA KEGUÉ	70 44 33 33
MISERICORDE BE-KPOTA	96 80 09 45
LE PROGRES AHADZI-KPOTA	70 45 86 55
CITE BD. DU 30 AOÛT	99 08 15 35
BESDA ADIDOGOMÉ-AMÉNOPE	70 42 68 25
CONSEIL LOGOTÉ	93 10 92 92
EPIPHANIA ADIDOGOME	70 40 10 52
POINT E DJIDJOLÉ	90 37 45 96
VERTE KLIKAMÉ.	22 25 03 26
DELALI CACAVÉLI	96 32 97 54
NATION TOTSI 22 25 99 65	96 80 09 47
LAUS DEO LÉO 2000	93 00 65 75
VITAFLORE AGOË VAKPOSSITO	70 40 22 86
MAINA AVÉDJI A	96 80 10 15
EL-SHAMMAH AMADAHOMÉ	70 43 25 85
EMMAÛS ROUTE M. TOVÉ	96 80 09 12
SATIS AGOË-LOGOPE	70 44 85 17
LA BARAKA AGOË LOGOPE	70 41 44 13
NABINE AGOË ANOMÉ	98 97 97 96
ADONAÏ AGOË-NYIVÉ	22 50 04 05
MBA AGOË-LÉGBASSITO	70 27 81 81
TAKOE CAP ESSO DE ZONGO	96 80 09 77
AMEN MARCHÉ ADÉTIKOPÉ	97 18 02 02
SANGUERA SANGUÉRA	99 90 89 72
GANFAT AGOE	70 22 15 15
EL-SALI AFLAO APÉDOKOË	70 12 44 44
LA FLAMME D'AMOUR AGODÉKÉ	70 45 70 14
LE DESTIN BAGUIDA	70 41 15 41

## Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Les bons plans et les bonnes adresses

## AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca  
www.couleurafrique.com

## Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel  
Communication, Location d'espaces  
Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

## SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB  
RAMCO (Otier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)  
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier);  
Tél: 22 22 74 43

## FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)  
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)  
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Otier Adidogomé, carrefour des Franciscains, Tél: 91 81 25 38

## DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919  
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90  
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Otier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75  
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87  
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

## AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)  
Tél : 22 40 04 99

## COURRIER EXPRESS

DHL (Otier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli )  
Tél: 22 21 68 51  
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)  
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)  
Tél: 22 21 24 96  
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

## OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20  
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11  
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

## SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77  
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37  
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77  
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01  
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116  
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

## OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Otier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80  
HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Otier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
HÔTEL BALKAN (Otier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63  
LE MERLOT (Otier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

## MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»  
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

AFT (Africa Fitness Time) Ot: Décon. Tél: 97 99 7919  
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72  
GYM CENTER (Otier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);  
Tél: 90 04 76 60  
GYM FIL «O» PARC (Agoë Nyivé); Tél: 22 35 18 28  
GYM GHIS PALACE (Otier Baguida); Tél: 22 71 49 70

**DEUXIEME ORIGINAL**

**SIGNIFICATION DE GROSSE AVEC COMMANDEMENT AUX FINS DE SAISIE IMMOBILIERE**

L'an deux mille vingt deux  
Et le 04 février à 15 heures 10 minutes ;

A la requête de la société ECOBANK-TOGO, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 10.000.000.000 F CFA, immatriculée au RCCM sous le numéro N° 1848, ayant son siège social à Lomé, 20 Avenue Sylvanus Olympio B.P. 3302, Lomé-TOGO, représentée par son Directeur Général, demeurant et domicilié ex-qualité audit siège social, lequel par les présentes et leurs suites y a élu domicile ;

Assistée de **AQUEREBURU & PARTNERS**, Société d'Avocats, Juridique et Fiscal, 777, Avenue Kébor DAJUD (Immeuble ALICE), 08 BP. 8989 Lomé 08, Tél. 22 21 05 05, agissant poursuivies et diligences de son Gérant Maître Coffi Alexis **AQUEREBURU**, Avocat à la Cour ;

Agissant en vertu :

- De la grosse de l'acte notarié en date du 13 Décembre 2011 et de son avenant en date du 03 Juillet 2012, passés en l'Etude de Me **POUWI L. E. Kossi Emile**, Notaire à Lomé, avec affectation d'hypothèque inscrit le 17 Août 2019 sur le titre foncier n°44 919 RT désignant l'immeuble semi urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de quatorze ares quatre-vingt-quinze centiares (14a 95ca), sis à Kévé Aképe Atsôjn Tanvéme (Pv Avé) et appartenant à Monsieur **KASSEGNE Kokou Thierry** ;
- Du pouvoir spécial aux fins de saisie immobilière en date du 09 Août 2021 ;

J'ai  
**Me Michel Koko KUTSE**, Huissier de Justice  
Près la Cour d'Appel et le Tribunal de  
1ère Instance de Lomé y demeurant,  
Rue WNLARE N° 144, Nyékotakpô  
Tél: 22 21 27 55 Cel: 90 85 70 90  
Sousigné

Signifié les actes notariés ci-dessus visés ;

Et fait commandement à :

**Monsieur Kokou Thierry KASSEGNE**, Promoteur, Gérant et caution hypothécaire des Etablissements **JESS MOBILE II**, demeurant et domicilié à Lomé, Tél: 90 15 33 53, en ses lieux, où étant et parlant à : *l'intervenant étant introuvable et son numéro inaccessible, nous avons affiché conformément à l'article 58 du code de procédure civile à la porte du tribunal de commerce.*

De, dans un délai de vingt (20) jours de la signification du présent exploit, payer à nous Huissier de Justice porteur des pièces et ayant charge et pouvoir de recevoir et de donner bonne et valable quittance ou au Conseil de la requérante, la somme totale de soixante-deux millions huit cent soixante-quatorze mille quatre cent soixante-neuf (72.874.469) FCFA décomposée comme suit :

Principal :	26.108.132 F CFA
Intérêts de retard	35.896.306 F CFA
Frais de poursuite : 15%	9.287.315 F CFA
T. V. A. (18%) des frais:	1.471.716 F CFA
<b>Soit au total</b>	<b>72.874.469 F CFA</b>

J'ai averti le débiteur que faute de paiement dans le délai fixé ci-dessus, le présent commandement pourra être transcrit à la conservation de la propriété foncière et des domaines pour valeur saisie réelle à partir de sa publication et que cette saisie portera sur l'immeuble ci-après indiqué :

**Désignation de l'immeuble**

L'immeuble semi urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de quatorze ares quatre-vingt-quinze (14a 95ca), sis à Kévé Aképe Atsôjn Tanvéme (Préfecture de l'Avé), faisant l'objet du titre foncier n°44 919 RT, appartenant à Monsieur **KASSEGNE Kokou Thierry**, caution hypothécaire des Etablissements **JESS MOBILE II** ;

Lui déclarant enfin que les formalités seront accomplies par devant le Tribunal de Première Instance de Kévé et la vente de l'immeuble ci-dessus désigné sera poursuivie en l'Etude de Maître **POUWI L. E. Kossi Emile**, sur les poursuites et diligences de **AQUEREBURU & PARTNERS**, Société d'Avocats constituée ou devant être notifiés tout acte d'opposition au présent commandement, toutes offres réelles et toutes significations relatives à la saisie ;

Et notifié à :

**Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière du Togo**, demeurant et domicilié à Lomé, au Service des Domaines, en ses bureaux où étant et parlant à :

Copie du présent commandement aux fins de saisie immobilière en date du \_\_\_\_\_ 2022 délassé à Monsieur **KASSEGNE Kokou Thierry** par mon ministère ;

Je lui ai indiqué que la présente lui est faite conformément à la loi et aux fins de :

- 1- Viser l'original dudit commandement pour inscription sur le registre foncier et ce, conformément aux dispositions de l'article 259 de l'acte uniforme de l'OHADA portant Organisation des Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'Exécution.
- 2- S'opposer à toute mutation ou cession du titre foncier cité dans ledit commandement.

**Sous toutes réserves**

**A ce qu'ils ne l'ignorent**

Je leur ai étant et parlant comme ci-dessus, remis copies :

- De la grosse de l'acte notarié en date du 13 Décembre 2011 et de son avenant en date du 03 Juillet 2012, passés en l'Etude de Me **POUWI L. E. Kossi Emile**, Notaire à Lomé, avec affectation d'hypothèque inscrit le 17 Août 2019 sur le titre foncier n°44 919 RT désignant l'immeuble semi urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de quatorze ares quatre-vingt-quinze centiares (14a 95ca), sis à Kévé Aképe Atsôjn Tanvéme (PvAvé) ;
- Et du Pouvoir Spécial ainsi que celle du présent exploit dont le coût est de \_\_\_\_\_ FCFA ;





## DÉCOUVREZ LA NOUVELLE RAPIDBOX 5G DE TOGOCOM





**RAPIDBOX**

**5G**

**POUR 295.000 F CFA BÉNÉFICIEZ DE LA RAPIDBOX 5G AVEC INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT OFFERT PENDANT 1AN**

RapidBox compatible 4G+ et 5G dans les zones couvertes. 12Go / mois pendant 12 mois.

togocom.tg

**TOGOCOM CHANGE POUR VOUS**



## Assemblée des Nations unies pour l'environnement

# Plastiques, récupération verte et produits chimiques seront au menu

Du 28 février au 2 mars 2022 se tiendra à Nairobi au Kenya, où siège le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), la deuxième partie de la cinquième Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5.2). La première partie avait eu lieu en ligne il y a plus d'un an et était présidée par la Norvège. La deuxième partie aura lieu en ligne et aussi en présentiel.

Placée sous le thème, "Renforcer les actions en faveur de la nature pour atteindre les objectifs de développement durable", l'UNEA-5.2 se concentrera sur des questions pertinentes telles que

les déchets marins, les solutions fondées sur la nature, la récupération verte et la gestion des déchets chimiques. Immédiatement après l'UNEA-5.2, l'Assemblée tiendra une session



spéciale du 3 au 4 mars 2022, consacrée à la commémoration du 50e anniversaire de la création du Pnue en 1972. La session

extraordinaire se tiendra sous le thème "Renforcer le Pnue pour la mise en œuvre de la dimension environnementale de

l'Agenda 2030 pour le développement durable." L'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA) est l'instance décisionnelle mondiale la plus importante en matière d'environnement. Grâce à ses résolutions et ses appels à l'action, l'Assemblée assure le leadership et catalyse l'action intergouvernementale en matière d'environnement.

**Source : Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue)**

## Réduction du plastique

# « Une des mesures environnementales les plus faciles à prendre », selon Inger Andersen

Dans un éditorial publié le 9 février dernier, la directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), Inger Andersen, est convaincue que la réduction du plastique est une des mesures environnementales les plus faciles à prendre. Et pourtant...



Inger Andersen

Il n'y a aucun endroit sur Terre, du sommet des montagnes aux profondeurs des océans, qui ne soit pas touché par la pollution par les plastiques. Nous le voyons partout : sacs jetables dérivant sous l'eau, pâle imitation en plastique des méduses, bouteilles froissées et décolorées jonchant le bord des routes ; plats à emporter et bouteilles de shampoing s'échappant des entrailles de baleines mortes.

Les produits chimiques contenus dans les plastiques peuvent modifier radicalement le fonctionnement normal de nos hormones. Les microplastiques constituent une menace pour les communautés côtières où les espèces marines constituent la principale

source de nourriture. Une baisse de 1 % des services écosystémiques marins pourrait entraîner une perte annuelle de 500 milliards de dollars en bénéfices écosystémiques à travers le monde. Le plastique est composé de polymères, principalement issus du pétrole et du gaz naturel. C'est l'un des principaux facteurs du réchauffement de la planète.

« Nous devons changer de système pour prendre en compte l'ensemble du cycle de vie des plastiques, de l'extraction des matières premières à l'amélioration de la gestion des déchets, en passant par les solutions de remplacement. Nous devons être innovants et éliminer les produits qui sont inutiles, évitables ou problématiques. Concevoir les produits en vue de leur

réutilisation et de leur recyclage et veiller à ce qu'ils le soient. Supprimer les additifs dangereux. Ce faisant, nous pourrions réduire de plus de 80 % le volume de plastique entrant dans nos océans d'ici 2040 et réduire de 55 % la production de plastique vierge. Nous pourrions réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25 % et créer 700 000 emplois supplémentaires, principalement dans les pays du Sud », a écrit Inger Andersen.

Les nations ont une chance de faire de cette nouvelle économie une réalité si elles acceptent d'entamer des négociations en vue d'un accord mondial solide et complet pour lutter contre la pollution par les plastiques lors de la cinquième réunion de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5), la plus haute instance décisionnelle mondiale en matière d'environnement.

La dynamique est lancée. Depuis septembre 2021, plus de 150 pays ont exprimé leur intérêt pour la négociation d'un accord mondial, tandis que 74 grandes entreprises les ont exhortés à le faire. Un tel accord devrait être ambitieux et accélérer les mesures visant à remédier à l'impact des plastiques, sur terre et en mer, tout au long de leur cycle de vie. Cela nous permettrait de nous appuyer sur les



Le plastique à usage unique menace la vie aquatique

progrès réalisés jusqu'à présent, qui ne sont pas négligeables. Dans le cadre de l'engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques, par exemple, les entreprises d'emballage plastique ont déclaré qu'elles allaient abandonner les produits à usage unique. Les institutions financières soutiennent l'engagement. Entre-temps, le degré de sensibilisation au problème n'a jamais été aussi élevé. Mais être conscient de l'emballage du camion

La demande de plastiques continue d'augmenter, et la pandémie ne fait qu'exacerber le problème. Les entreprises continuent d'investir dans de nouvelles productions : une vingtaine de gestionnaires d'actifs détiennent plus de 300 milliards de dollars d'actions dans les sociétés mères des producteurs de produits en plastique à usage unique. Nous devons influencer ces investissements dès maintenant. Le bon accord enverra un message fort : l'industrie du plastique doit



Les bouteilles en plastique, un autre fléau

qui fonce sur nous ne signifie pas qu'il faut changer. s'écarter de son chemin.

**Edem Dadzie**

## Campagne de sensibilisation

## Des étudiants patriotes pour la paix Togo

Après l'étape de l'Université de Kara du 13 au 16 février 2022, le ministère des Droits de l'homme, en collaboration avec la Direction de la Formation civique, tient à Lomé du 21 au 24 février 2022, la campagne de sensibilisation au patriotisme à l'endroit des étudiants de l'Université de Lomé (UL). Placée sous le thème « Étudiants patriotes, les défis de la paix et du développement sont les tiens », la cérémonie d'ouverture officielle de ladite campagne s'est tenue hier mardi 22 février 2022 à l'UL, en présence des responsables et des étudiants.

Près de 200 étudiants ont pris part au lancement officiel de la campagne de sensibilisation au patriotisme à l'Université de Lomé. En effet, depuis l'enclenchement du processus démocratique au Togo, la vie socio politique a souvent été émaillée de violence sous toutes ses formes, fragilisant ainsi le tissu social et favorisant le recul de l'attachement à la patrie. Certains Togolais méprisent la loi, rejettent l'autorité de l'Etat et bafouent les valeurs patriotiques. Il n'est pas rare de voir des compatriotes, surtout des jeunes, manquer de respect au drapeau au mépris des dispositions en vigueur. L'adhésion à la cause

nationale n'est plus totale. Le monde estudiantin n'est pas épargné. On y observe régulièrement des actes de dénigrement du pays, le déficit d'engagement citoyen, la défiance de l'autorité, des propos haineux, des scènes de vandalisme lors des mouvements de revendication au cours desquels des amphis, des bus d'étudiants, des véhicules des forces de l'ordre et de sécurité sont souvent pris pour cible, etc. La récurrence de ces comportements risque de faire de l'université, lieu où se forge l'élite du pays, un centre d'incubation d'une relève peu encline au patriotisme, fondement de toutes les



Photo de famille des responsables

autres valeurs civiques et citoyennes indispensables au développement humain durable.

Eu égard à ces réalités, le ministère des Droits de l'homme s'est engagé dans une campagne à l'endroit des universités publiques du Togo. Le projet vise à contribuer à l'affermissement de la fibre patriotique chez les étudiants à travers une campagne de sensibilisation.

« Au premier rang des missions régaliennes de l'État, se trouve la

sécurité, c'est-à-dire la protection du territoire et des populations ainsi que des intérêts supérieurs de la nation. A ce titre, le gouvernement entend créer un environnement national sécurisé et contribuer aux efforts concertés de lutte contre le terrorisme en vue de préserver la paix dans la sous-région sur le continent africain et dans le monde ; un pari qui ne saurait gagner sans la contribution des citoyens », a déclaré lors du lancement, Djeri Adjawè, directeur de cabinet du ministère des Droits de

l'homme.

Il est organisé douze rencontres d'échanges avec deux mille quatre cents (2400) étudiants des universités de Lomé et de Kara sur les valeurs patriotiques. Produire et mettre à la disposition des étudiants des supports de sensibilisation, aménager un stand, espace jeux, par université et organiser deux (02) émissions radiophoniques sur les valeurs patriotiques à Lomé et à Kara.

**Edem Kodjo Attipoe**

## Baccalauréat deuxième partie

## Prix d'excellence pour les filles togolaises qui se distinguent

Le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Togo, a procédé hier à la remise des prix d'excellence aux meilleures filles au Baccalauréat deuxième partie (Bac II), pour le compte de l'année académique 2020-2021.

Cette remise de prix s'inscrit dans le cadre du Programme de l'excellence académique et du leadership de la fille togolaise, initié depuis 2017 par le gouvernement.

Le programme est soutenu par le Pnud à travers le Projet de promotion de l'égalité du genre et du leadership des femmes et des filles, conçu pour accompagner le gouvernement togolais dans sa volonté et sa détermination à assurer l'équité et l'égalité de genre au Togo.

« Pour bâtir une nation prospère dans laquelle les fils et filles du pays vivent dans le bien-être, il faut investir dans l'éducation. Construire un pays dans lequel le développement est effectif, c'est donner la chance à tout le monde et encourager les garçons et les filles d'aujourd'hui à ne pas sacrifier leurs rêves de leaders de demain.

L'activité qui nous réunit cet après-midi est une illustration des mesures exceptionnelles que le gouvernement a prises afin d'encourager et soutenir l'excellence des filles, des femmes leaders de demain. Je voudrais féliciter ces filles qui ont bravé des pesanteurs sociales et qui à force de persévérance ont réussi cet important diplôme qu'est le baccalauréat, mais aussi, à le faire avec brio », a affirmé Mactar Fall représentant-résident adjoint du Pnud au Togo.

« Chers jeunes filles lauréates, vous voyez vous-mêmes que c'est possible et réel au Togo, et bien sûr ailleurs, que les femmes puissent exceller au même titre que les hommes. Nous avons la conviction que vous avez compris que seul le travail bien fait en est la clé. Je vous invite à rêver grand pour votre futur », a

ajouté Mactar Fall.

« Elles méritent d'être honorées pour servir de modèle et susciter de l'émulation dans leurs entourages immédiats, dans leurs établissements et dans l'ensemble du pays. Le gouvernement crée le cadre et impulse, les partenaires accompagnent, les parents s'investissent, les enseignants encadrent, les enfants s'appliquent et voilà le résultat. C'est le lieu de rendre un hommage bien mérité au chef de l'Etat, son excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour le pragmatisme de la vision du développement conformément à laquelle l'action gouvernementale est conduite. Chères lauréates, vous faites l'honneur de vous-mêmes, de votre famille, de vos enseignants et de toute la nation. Nous vous exhortons à continuer sans relâche et à maintenir le cap de l'excellence. Utilisez



Photo de famille des officiels et des lauréates

les outils technologiques en vogue pour vous cultiver et vous instruire davantage, mais faites-le en bonne intelligence pour ne pas vous détruire et compromettre votre avenir », a déclaré Adjovi Lolonyo Apedoh-Anakoma, ministre en charge de la promotion de la femme.

« Nous saisissons cette occasion pour vous témoigner notre profonde gratitude, et à travers vous notre reconnaissance au président de la République son excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé. Nous nous engageons pour notre part à cultiver l'excellence

toute notre vie pour répondre à cet appel. Nous promettons de bien mettre en pratique les conseils prodigués. Nous sommes contentes des prix reçus et rassurons de faire bon usage de ce matériel. Nos sincères remerciements à nos parents et enseignants », ont affirmé les lauréates. De 30 au départ, le nombre de bénéficiaires est passé à 60 depuis l'année dernière. Le vendredi 25 février prochain, la deuxième partie des lauréates de l'année scolaire 2020-2021 sera primée à Kara. Le coût total des équipements remis aux élèves est de 46 236 762 FCFA.

**E. Dadzie**



**UNE 1<sup>ÈRE</sup> AU TOGO ! LA FIBRE TOGOCOM  
PARTOUT À LOMÉ ET À CINKASSÉ, DAPAONG, KARA,  
SOKODÉ, ATAKPAMÉ, KPALIMÉ, ANÉHO & TSÉVIÉ**



Démandez votre fibre  
en agence Togocom !



TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

